



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'intérieur DFI  
Secrétariat général SG-DFI  
**Service de lutte contre le racisme SLR**

# Guide juridique en ligne sur la discrimination raciale



[www.guidejuridique-slr.admin.ch](http://www.guidejuridique-slr.admin.ch)

## **Département fédéral de l'intérieur DFI**

Secrétariat général SG-DFI

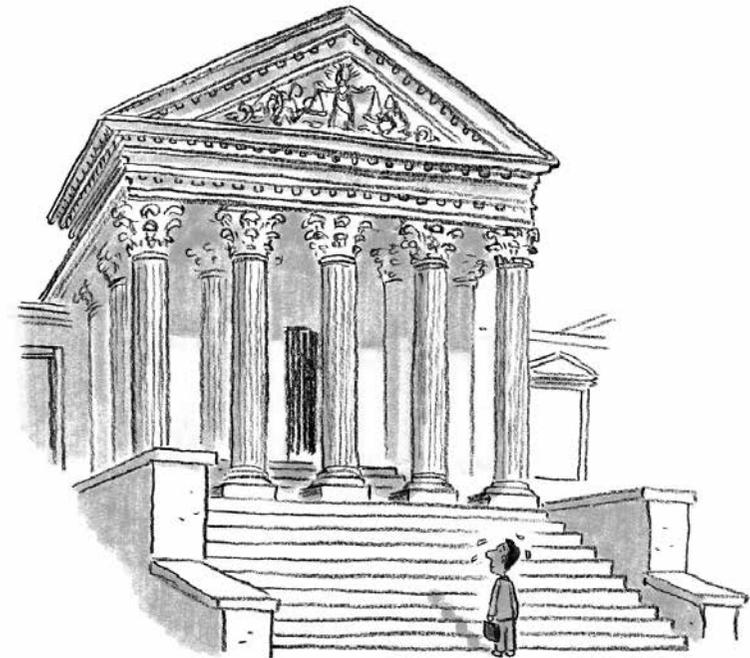
Service de lutte contre le racisme SLR

Inselgasse 1, CH-3003 Berne

+41 (0)58 464 10 33

[ara@gs-edi.admin.ch](mailto:ara@gs-edi.admin.ch)

[www.slr.admin.ch](http://www.slr.admin.ch)



## Guide juridique en ligne sur la discrimination raciale

Les discriminations raciales peuvent survenir dans **tous les domaines** : travail, sphère privée, domaine social, école ou politique.

Comment lutter contre ce fléau ? Le Guide juridique expose les **démarches judiciaires et extrajudiciaires envisageables**.

La recherche d'un dialogue entre les personnes et les services concernés est souvent préférable à une procédure judiciaire complexe. Dans tous les cas, connaître le cadre juridique, et donc ses propres droits, est un **avantage**.

### Le Guide juridique en ligne sur la discrimination raciale

- fournit des informations spécifiques sur la **marche à suivre** pour conseiller les victimes
- explique les principales **notions juridiques**
- propose des liens vers des **informations complémentaires** importantes
- commente les **normes juridiques** applicables

[www.guidejuridique-slr.admin.ch](http://www.guidejuridique-slr.admin.ch)

## Cas pratique

A., un jeune gestionnaire de vente, est systématiquement mis à l'écart par son chef et visé par des remarques sur sa couleur de peau, au point que le climat de travail lui est devenu insupportable.

Que peut-on faire ?

## Trouver la meilleure solution, étape par étape

### Étape 1 : analyser le contexte

Le premier niveau du guide pose le **cadre juridique** avec les principales dispositions légales applicables.

Dans notre exemple, il est déterminant de savoir si nous sommes en présence d'un contrat de travail de droit privé ou public.

### Étape 2 : identifier le type de discrimination

Le deuxième niveau permet un examen plus approfondi du cas.

Dans notre exemple, il s'avère que les propos racistes du chef peuvent constituer une violation de la **protection de la personnalité du travailleur et un délit contre l'honneur relevant du droit pénal**. En outre, si les insultes sont régulièrement proférées en présence d'autres collaborateurs, elles peuvent aussi constituer une **violation de la norme pénale antiraciste**.

Comment agir contre le comportement du chef ?

### Étape 3 : déterminer la marche à suivre

Le troisième niveau décrit les **démarches** juridiques envisageables. Dans notre cas de figure, il est par exemple important de collecter dès le début des **preuves** (imprimer les courriels échangés, demander des témoignages écrits aux autres collaborateurs, etc.).

Par souci d'exhaustivité, toutes les options potentiellement envisageables sont mentionnées.

Le choix entre une procédure juridique ou une démarche extrajudiciaire doit se faire au cas par cas en fonction des **chances de succès**.

Le Guide juridique a été élaboré par le Service de lutte contre le racisme en collaboration avec le secrétariat de la Commission fédérale contre le racisme.

